

## Etre Européens. Evidemment

mercredi 1er mars 2006, par [Sandra KALNIETE](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Sandra KALNIETE](#), **Etre Européens. Evidemment**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er mars 2006.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Un document très précieux pour comprendre comment les Pays Baltes comprennent leur intégration dans l'Europe communautaire et dans l'Alliance Atlantique.**

**Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) vous présente en exclusivité sur Internet un extrait de l'ouvrage « Itinéraires baltes. Estonie, Lettonie, Lituanie », sous la direction de Céline Bayou, publié par les éditions Regards sur l'Est en novembre 2005. Pour en savoir plus, consultez le compte-rendu de cet ouvrage et visitez le site <http://www.regard-est.com>**

IL EST DIFFICILE de mesurer l'ampleur véritable des changements qu'ont vécus l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie au cours des quinze dernières années. Je suis née au goulag, ce qui, a priori, me prédestinait à la captivité pour le reste de mon existence. Mais l'Histoire en a décidé autrement.

Quarante ans plus tard, j'ai eu la chance d'être l'un des leaders du mouvement de libération nationale de la Lettonie, et de contribuer au recouvrement de notre indépendance. Après avoir connu le désespoir de l'époque de la guerre froide et l'étroitesse d'esprit de cet espace fermé par le rideau de fer, j'ai pu vivre pleinement la réconciliation de l'Histoire avec la Géographie, grâce à la réunification de l'Europe. Je suis intimement convaincue qu'aujourd'hui pour les États baltes comme pour les pays de l'Europe centrale et orientale, il n'y a pas d'autres choix que celui d'être membres de l'Union européenne (UE) ; de même, je crois que, pour l'UE, il n'y en a pas d'autres que celui de la poursuite de son projet de coopération et d'intégration, qui fait d'elle une Union, de plus en plus étroite, des États. Ma vision de l'UE est bien celle d'une union d'États-nations, conjuguant leur potentiel politique et économique afin d'accroître leur influence dans le monde.

## **Lettons et Européens**

L'adhésion, le 1er mai 2004, de dix nouveaux pays qui connaissent une croissance notable, a évidemment apporté une impulsion nouvelle au renforcement du rôle de l'UE dans le monde. Les pays Baltes partagent avec d'autres pays européens la conviction que l'Europe doit se moderniser et gagner en compétitivité. Or, les nouveaux États membres se distinguent précisément par leur esprit de réforme et le courage de leurs gouvernements qui ont prouvé qu'ils ne craignent pas de prendre des décisions parfois douloureuses et impopulaires. Nous sommes déterminés à ne pas lâcher du lest dans cette dynamique de réformes.

Pour les États baltes qui ont vécu sous un régime totalitaire, le droit à la diversité relève d'une valeur particulière. Pendant longtemps, c'est justement l'opposé qui a régné en Union soviétique, c'est-à-dire l'impératif d'uniformisation imposé par un pouvoir absolu répressif à l'encontre de quiconque aurait osé penser différemment... Pendant les cinquante années d'occupation soviétique, nous l'avons vécu jusqu'à l'épuisement. Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes convaincus que l'esprit de tolérance, de compréhension mutuelle et de respect de l'autre doit rester le fondement de la coopération entre les peuples sur le continent européen.

Durant toute la campagne qui a précédé le référendum sur l'adhésion à l'UE, on s'est interrogé

dans les États baltes sur notre auto-identification nationale, voire régionale : peut-elle cohabiter avec la conscience européenne, et ces deux identifications sont-elles contradictoires ? L'omniprésence de ces questions révèle la crainte inhérente à la mentalité des petites nations (mais parfois aussi des grandes, comme je crois l'avoir décelé également en France) de perdre la moindre parcelle de ce qui leur est particulier et unique. Pour de nombreux intellectuels et dirigeants lettons, estoniens et lituaniens, il a toujours été facile de répondre à ces questions, car les bases de nos États et de nos nations sont profondément ancrées en Europe.

Les traits distinctifs de la nation lettone sont les fruits de la fusion entre l'héritage des ancêtres baltes, les traditions et la mentalité paysanne. Ils ont été forgés par les épreuves de l'Histoire. C'est notre identité originelle qui, en devenant lettone, est devenue également européenne. Notre héritage, notre géographie et notre histoire font de nous des Européens. Or, les Lettons ne sont apparus en tant que nation politique que lorsque leur sentiment national commun est devenu une partie intégrante imprescriptible du système de valeurs, de l'héritage culturel et des idées politiques de l'Europe moderne. La formation d'un État national a été le plus important pas franchi par l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie pour s'intégrer pleinement à la civilisation européenne.

Il est très important de prendre conscience des deux facettes de notre identité : nous sommes des Français, des Allemands, des Polonais ou des Lettons ET nous sommes des Européens. Nous sommes tout à la fois des citoyens nationaux et des citoyens européens. Il ne faut jamais oublier que la vocation de l'Europe n'est pas seulement d'être une source de bien-être ou un marché commun : l'Europe est d'abord un espace culturel où sont nées les valeurs fondamentales de la civilisation moderne. C'est en leur nom que les différents peuples européens se sont réunis.

Au tout début du XXe siècle, le plus grand poète et philosophe letton, J. Rainis, avait déjà une vision de l'avenir de l'Europe très similaire à celle qui a guidé plus tard les pères fondateurs de la Communauté européenne. Rainis considérait que « les États nationaux formeront des fédérations de plus en plus grandes pour englober enfin des continents et l'humanité entière. De cette fédération naîtront peut-être des peuples nouveaux et plus grands, parlant des langues nouvelles. Il ne s'agira pas d'un cosmopolitisme mécanique, mais d'entités organiques et de leurs unions. C'est un long chemin qui doit être parcouru. On ne pourra pas annoncer tout simplement d'un jour à l'autre la fin du parcours. » Il est frappant de constater à quel point cette vision correspond à l'esprit du Traité constitutionnel, signé à Rome le 29 octobre 2004.

## **À l'est du rideau de fer**

La région de la mer Baltique occupe une place particulière dans l'effacement de la division stalinienne de l'Europe. Il y a près de quinze ans, avec la chute du mur de Berlin, commençait sur les rives de cette mer le processus de réunification de l'Europe, dont l'objectif ultime fut la création d'un ensemble prospère et sûr. Au cours de la dernière décennie, la région de la mer Baltique est devenue l'une des plus dynamiques d'Europe. Les perspectives de développement de cette région laissent d'ailleurs présager un accroissement, dans les années à venir, de son rôle au sein de cet ensemble.

Les relations entre l'Europe et les trois États baltes au cours du XXe siècle ont été très complexes, comme l'a été l'histoire du continent européen dans son ensemble. Pour la plupart des Européens de l'Ouest de ma génération, la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences relèvent du domaine des connaissances théoriques. En revanche, la grande majorité des peuples de l'Europe centrale et orientale perçoivent tout comme moi cette guerre comme une expérience personnelle. Les Baltes ont été obligés de passer plus de cinquante années derrière le rideau de fer, sous l'emprise d'un régime totalitaire et sanglant. Pour nous, la Seconde Guerre mondiale ne s'est véritablement achevée qu'avec la chute du mur de Berlin et le retrait des troupes militaires des pays Baltes.

Cinquante ans, c'est une période suffisamment longue pour que ses conséquences soient présentes dans les esprits encore longtemps. Elle a laissé des marques profondes dans la conscience des États baltes qui, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avaient entièrement perdu leur souveraineté nationale. D'autres États de l'Europe centrale et orientale, grâce à la pression exercée par les Alliés sur les Soviétiques, avaient réussi en revanche à garder une souveraineté au moins symbolique. Les conséquences de la décision prise à Yalta en 1945 - scellant le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939 qui laissait l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie à l'Union soviétique - se font sentir encore aujourd'hui, sous la forme d'un traumatisme permanent. Il marque notre vision des relations internationales, notre perception de la géopolitique et détermine nos choix stratégiques en matière de politique de sécurité et d'économie.

Le rideau de fer n'a pas seulement scindé l'Europe, il a également pris en otage le cours du temps, car la captivité a suspendu le développement naturel des États et des sociétés de l'Europe de l'Est. Cependant, après la chute du mur de Berlin, ce temps autrefois suspendu s'est terriblement accéléré. Nos États et nos nations se sont précipités pour récupérer le temps perdu, car chaque décision concernant les réformes politiques, économiques et sociales devait être prise dans un délai très bref.

C'était le seul moyen pour les Européens de l'Est de sauter dans le train qui, des années auparavant, avait quitté la gare de l'Europe sans eux. La mise en œuvre des réformes a été une tâche difficile, liée souvent à une prise de décisions impopulaires, apportant à certains pauvreté et malheur. Cependant, il était plus facile de faire ce choix que de surmonter la confusion qu'auraient fait naître, dans l'esprit des gens, d'interminables réformes. La réunification de l'Europe ne sera réellement réussie que lorsque les dernières traces de cet ancien clivage seront effacées en notre for intérieur.

C'est lorsque les Européens de l'Est et les Européens de l'Ouest comparent leurs perceptions de l'histoire du XXe siècle que ces différences se remarquent le plus. C'est une des dettes laissées par le siècle écoulé. Quand le rideau de fer a divisé l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, il a non seulement pris en otage les peuples d'Europe de l'Est, mais aussi exclu leur véritable histoire de l'histoire commune de l'Europe. Celle-ci se remettait juste du fléau nazi, et il était compréhensible qu'après le bain de sang de la Seconde Guerre mondiale, elle fût trop épuisée pour concéder une autre vérité pénible : celle qui consistait à admettre que, dans l'autre partie de l'Europe, les exactions continuaient et que, derrière le rideau de fer, le régime soviétique poursuivait le « démocide » et le génocide contre ses peuples et ceux d'Europe de l'Est.

Ce n'est qu'après la chute du rideau de fer que les historiens ont pu accéder aux archives. La documentation sur la terreur stalinienne et l'histoire personnelle des victimes révèle une évidente vérité : les deux régimes totalitaires, nazisme et stalinisme, ont été criminels. La véritable histoire de l'Europe de l'Est vaut absolument d'être intégrée en entier dans la grande Histoire de l'Europe qui, autrement, resterait incomplète et partielle.

## **Écrire l'histoire du XXe siècle**

La nécessité de procéder à une évaluation objective de l'histoire n'est en rien une revendication voilée de la réécrire, comme la Russie le reproche à la Lettonie et à d'autres peuples d'Europe de l'Est. En réalité, cette histoire n'avait jamais été écrite, puisque, jusqu'à la fin de la guerre froide, l'histoire derrière le rideau de fer avait été mise au service de l'idéologie communiste et de la lutte des classes. L'URSS a éclaté en 1991 mais, jusqu'à aujourd'hui, l'État qui lui succède de jure, la Russie, nie toute responsabilité pour les crimes des régimes stalinien et brejnévien, commis contre des peuples entiers, représentant des millions de personnes innocentes. La Russie est le seul pays qui ne reconnaisse pas, à ce jour, l'occupation des États baltes.

Je suis convaincue que ce pays devrait évaluer objectivement et démocratiquement son rôle dans l'histoire tragique du siècle précédent. C'est sa dette morale à l'Europe. La réconciliation avec l'histoire est un processus douloureux, qui peut bouleverser une nation au plus profond d'elle-même ; elle s'apparente à une séance de psychothérapie, vécue simultanément aux niveaux individuel et national. Elle est aussi le seul moyen de construire l'avenir sur des fondations saines. L'exemple de l'Allemagne nous a montré à quel point le processus de réconciliation avec l'histoire pouvait s'avérer bénéfique ; ce pays a procédé à son mea culpa pour les crimes du nazisme, se dotant ainsi des bases nouvelles et solides indispensables à tout État démocratique. L'Afrique du Sud a également entamé cette difficile démarche d'auto-purification après l'abolition du régime d'apartheid. La Commission de vérité est devenue l'outil majeur de la réconciliation nationale.

Depuis quinze ans, les pays Baltes sont de nouveau maîtres de leur histoire. Tout comme l'Estonie et la Lituanie, la Lettonie a entamé son travail de recherche de la vérité historique : non seulement elle étudie les crimes commis par les régimes d'occupation soviétique et nazi, mais elle met aussi au jour la participation de ses propres compatriotes dans l'extermination des Juifs organisée par les occupants nazis, ainsi que dans les répressions exercées par ces deux régimes contre la population civile. Pour devenir un État normal, dont les ressortissants ne seraient pas pourchassés par les fantômes du passé et tentés par les déviations vers l'autoritarisme, aucun pays n'a d'autre choix que de se réconcilier avec son passé.

Je juge inquiétant le fait que, quinze ans après la chute du mur de Berlin, le régime communiste et son idéologie n'aient toujours pas été condamnés par la communauté internationale. Par une inertie inexplicable, la sanglante terreur stalinienne ne provoque pas, dans la conscience des Européens, une révolte viscérale équivalente à celle qu'ils éprouvent à l'égard des crimes commis par Hitler. Sont-ce l'absence d'images visuelles et le déficit d'informations qui expliquent que les crimes du communisme soient de facto sous-estimés ? À plusieurs reprises, j'ai pu discerner un ennui à peine voilé, voire un franc mécontentement, chez mes interlocuteurs lorsque j'abordai ce sujet.

Il n'est que de prendre quelques exemples : serait-il pensable qu'un ancien membre du parti nazi entre au Parlement européen ? Existe-t-il un seul grand couturier qui serait tenté d'utiliser l'uniforme SS et la croix gammée comme sources d'inspiration de son prochain défilé ? Les manteaux de cuir tchékistes et les étoiles rouges leur servent pourtant fréquemment de motifs. Peut-on imaginer qu'un publicitaire utilise les portraits de Hitler ou de Mussolini pour promouvoir un produit ? Pourtant, les portraits géants de Mao, de Staline et de Lénine ont, en 1997, orné les couloirs du métro parisien, ne choquant en rien l'opinion publique !

De même, la publication du « Livre noir du communisme » a provoqué un tollé chez une partie des socialistes français qui considéraient les faits mentionnés comme largement exagérés.

Au cours des années qui ont suivi la chute de l'URSS, historiens et experts occidentaux ont étudié les archives soviétiques, autrefois inaccessibles, puis publié de volumineuses monographies. Les faits qui y sont relatés sont choquants, même pour nous qui avons vécu sous ce régime. Les auteurs de ces monographies, comme Simon Sebag Montefiore (Stalin : The Court of the Red Tsar), Antony Beevor (Berlin : The Downfall 1945), Robert Service (Lenin. A Biography), Anne Applebaum (Gulag), Richard Overy (The Dictators : Hitler's Germany and Stalin's Russia) ont substantiellement complété les pages d'une histoire qui, à nous, semblait bien connue déjà. Toutes ces publications retracent les destins de victimes des guerres, des révolutions et du génocide. Je me réjouis de ce que la tradition historiographique qui consiste à justifier, au nom de la raison d'État, toutes les exactions et tous les sacrifices humains, n'y soit plus la seule ligne directrice. Ce changement conceptuel est très important pour l'Europe de l'Est et les pays Baltes car, pour nous, l'histoire du XXe siècle est celle des perdants, avec ses contradictions, ses déviations et sa cruauté particulières.

Grâce à ces nouveaux ouvrages, les intellectuels ôtent timidement le voile pudique qui, depuis des décennies, empêche la communauté internationale d'avoir une perception objective de l'ampleur réelle des crimes du communisme. Le rôle des intellectuels a toujours été de sensibiliser l'opinion publique. La prochaine étape appartient maintenant aux hommes politiques : la résolution prise en 2004 par le Groupe des partis populaires européens sur la condamnation du communisme n'est qu'un premier pas.

### **Rendre sa dimension politique au projet européen**

Nous, les Européens, avons démontré notre capacité à tirer des leçons de nos erreurs passées. Nous avons non seulement reconnu et accepté le droit à la diversité comme l'une des valeurs essentielles de l'Europe, mais aussi établi un cadre politique approprié pour préserver cette valeur. Nous avons créé une Union singulière, une Union des États et des nations, au sein de laquelle la coopération se base sur des principes de tolérance, de respect et de compréhension mutuelle et où tous les désaccords sont résolus par des moyens pacifiques. L'Europe a réussi à surmonter sa damnation historique qui la condamnait à d'incessantes guerres de voisinage, et est devenue un continent de paix et de sécurité durables.

Les États baltes ont rejoint l'Union européenne à un moment crucial de son histoire. Le 29 octobre 2004, les représentants des États membres ont signé le Traité constitutionnel. En tant que ministre des Affaires étrangères, j'ai eu l'honneur de participer aux travaux de la Convention et à la Conférence intergouvernementale. Or, je constate avec inquiétude que le

processus vers une plus grande intégration ne rencontre pas aujourd'hui, dans la perception des Européens, un écho très favorable. Bien au contraire, les sondages révèlent une montée en puissance de l'euroscepticisme. Le fait qu'un tel doute croisse également dans les pays Baltes trouve son explication dans le choc lié à l'adhésion. Un phénomène similaire a pu être observé en Suède, en Autriche et en Finlande, en 1995.

Mais la montée de l'euroscepticisme dans les États fondateurs de la Communauté européenne est un signe inquiétant qui montre que, pour les Européens eux-mêmes, le projet a perdu de son pouvoir mobilisateur, dissous dans les détails techniques par la communication maladroite des responsables européens.

Aurait-il été imaginable qu'en 1950, en 1955 ou encore en 1960, les discours des dirigeants européens et les préoccupations des citoyens fussent davantage liés à des questions techniques, comme la libre circulation de la main-d'œuvre, les délocalisations d'entreprises, le dumping fiscal, etc., laissant loin derrière la dimension politique de la construction européenne ? Non, à l'époque, les souvenirs des misères de la guerre étaient encore trop forts et rien ne semblait plus important que d'assurer une paix durable en Europe. S'il n'a rien perdu de sa pertinence aujourd'hui, cet objectif a en revanche acquis des dimensions nouvelles.

Comme la génération des fondateurs de la Communauté européenne, les Européens d'aujourd'hui et de demain doivent garder à l'esprit l'objectif de la paix et de la stabilité dans le monde.

Il faut se rappeler en permanence que les Communautés européennes ont été créées pour mettre fin aux guerres entre voisins de notre continent. L'Alliance atlantique a été fondée pour défendre les valeurs démocratiques, face au totalitarisme soviétique. La poursuite du partenariat entre ces deux organisations est un facteur de paix, de stabilité et de prospérité pour l'avenir. C'est pourquoi je considère que la meilleure contribution que les Européens puissent apporter au renforcement de la paix dans le monde est le succès du projet d'intégration européenne.

*Copyright 2005- Kalniete - Editions Regards sur l'Est*

NDLR : Références de l'ouvrage dont est extrait ce document : « Itinéraires baltes. Estonie, Lettonie, Lituanie », sous la dir. de Céline Bayou Editions Regard sur l'Est, novembre 2005, 102 pages, dont de nombreuses photographies en noir et blanc. Editions Regard sur l'Est, 1 avenue John Kennedy, 95210 Saint-Gratien, France. 19 euros (15 euros + 4 euros de frais de port pour la France) Pour en savoir plus, consultez le compte-rendu de cet ouvrage et visitez [le site](#).

---

**Plus à ce sujet : Pierre Verluise, 20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)**

---

**P.-S.**

Ambassadeur de Lettonie